

Jugement N°93/19/CJ/SII/TCC

Du 25 avril 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0143

C/

- Société ZIGO STAR SARL
 - Grégoire DJANGBO
- C/
- Sègbédji Auxence SALANON
 - Greffier en Chef du Tribunal
- de Commerce de Cotonou

OBJET

Opposition à ordonnance
d'injonction de payer

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Éric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Louis HOUNGBO

Débat le 11 avril 2019 ;

Jugement **contradictoire** en premier ressort prononcé à l'audience publique du 25 avril 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEURS :

-Société ZIGO STAR SARL, inscrite au RCCM de Cotonou sous le numéro RB/COT/12/12B 8668, dont le siège est sis au quartier Akpakpa dans la commune de Cotonou, BP : 4006, Tél : 21 09 25 10 / 97 44 32 44, agissant aux poursuites et diligences de son représentant légal, Grégoire DJANGBO, demeurant et domicilié à l'adresse audit siège ;

-Grégoire DJANGBO, commerçant, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié dans la commune de Cotonou, tél. 97 44 32 44, élisant domicile audit lieu ;

DEFENDEURS :

- Sègbédji Auxence SALANON, commerçant, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Fidjrossè, Commune de Cotonou tél. 67 64 48 48, élisant domicile audit lieu ;

- **Greffier en Chef du tribunal de commerce de Cotonou ;**

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte des 14 et 15 février 2019, Grégoire DJANGBO a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, Sêgbédji Auxence SALANON devant le tribunal de commerce de Commerce de Cotonou pour obtenir :

- la rétractation de l'ordonnance afin d'injonction de payer n° 009/2019 du 21 janvier 2019 ;

- un délai de grâce d'un an ;

Au soutien de leurs demandes, Grégoire DJANGBO et la Société ZIGO STAR SARL exposent que dans le cadre d'une relation d'affaires, ils ont signé avec Sêgbédji Auxence SALANON un partenariat d'achat et de vente de noix d'anacarde ;

Qu'ils ont acheté à crédit auprès du susnommé des noix d'anacarde pour un montant global de vingt millions six cent mille (20.600.000) francs CFA ;

Qu'ils ont, à leur tour, livré lesdites noix d'anacarde à leurs clients à l'étranger et attend paiement pour assurer le règlement de leur dette envers Sêgbédji Auxence SALANON ;

Qu'ils sont de bonne foi et entendent régler leur dette par un échelonnement mensuel de cent mille (100.000) francs CFA ;

En réplique, Sêgbédji Auxence SALANON conclut au rejet de toutes les demandes de Grégoire DJANGBO et de la Société ZIGO STAR et sollicite :

- leur condamnation à lui payer la somme de 20 250 000 francs CFA représentant le solde du prix de livraison des noix d'anacarde ;

- l'exécution provisoire sur minute de la moitié de cette condamnation ;

Sêgbédji Auxence SALANON développe qu'au regard des articles 1 et 2 de l'Acte Uniforme Relatif aux Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies d'Exécution (AUPSRVE), sa créance sur Grégoire DJANGBO et la Société ZIGO STAR SARL revêt les caractères de certitude, de liquidité, d'exigibilité et une origine contractuelle ;

Qu'en accédant à l'offre de paiement de 100.000FCFA le mois, le remboursement de sa créance se fera au bout de seize (16) années alors qu'au regard de l'article 39 de l'AUPSRVE, le délai de grâce ne peut aller au-delà d'une année ;

Qu'en outre, le juge doit tenir compte des situations respectives du débiteur et du créancier pour accorder le délai de grâce ;

Que sa créance, datant de plus de neuf mois, le met dans une situation financière précaire en ce qu'il ne dispose pas de ressources nécessaires pour démarrer une nouvelle activité ;

Que ses débiteurs, qui se sont abstenus de comparaître à l'audience après avoir eux-mêmes introduit une action en opposition, va recourir aux voies de recours pour continuer à se soustraire au paiement ;

Que ces éléments caractérisent l'urgence et le péril en vertu desquels il sollicite l'exécution provisoire sur minute de la moitié de la condamnation ;

1- Sur la rétractation de l'ordonnance et la créance réclamée

Attendu qu'au sens des articles 1^{er}, 8, 13 et suivants de l'Acte uniforme relatif aux procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution, la rétractation d'une ordonnance afin d'injonction de payer ne peut intervenir que pour des causes tenant soit à l'existence même de la créance soit à la régularité de la procédure ;

Attendu qu'en l'espèce, le fait pour Grégoire DJANGBO et la Société ZIGO STAR SARL de justifier leur demande par le fait qu'ils attendent eux – mêmes lui-même d'être payés par leur client étranger à qui ils ont livré les noix d'anacarde ne remet en cause ni la réalité de la créance ni la régularité de la procédure d'injonction de payer ;

Qu'il y a lieu de rejeter leur demande de rétractation de l'ordonnance afin d'injonction de payer n° 009/2019 du 21 janvier 2019 ;

Attendu en outre que Grégoire DJANGBO et la Société ZIGO STAR SARL ne contestent pas sérieusement l'existence d'une créance certaine, liquide et exigible de Auxence Ségbédji SALANON sur eux ;

Qu' aucune preuve de paiement effectué ou de l'extinction de la créance d'un montant de 20 250 000 francs CFA réclamé n'est rapportée au dossier ;

Qu'il y a donc lieu de condamner Grégoire DJANGBO au paiement de ladite somme ;

2- Sur le délai de grâce

Attendu que l'article 39 de l'AUPSRVE dispose : « *Le débiteur ne peut forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible. Toutefois, compte tenu de la situation du débiteur et en considération des besoins du créancier, la juridiction compétente peut, sauf pour les dettes d'aliments et les dettes cambiales, reporter ou échelonner le paiement des sommes dues dans la limite d'une année. Elle peut également décider que les paiements s'imputeront d'abord sur le capital...* » ;

Qu'au sens de cette disposition et de l'article 1244 du code civil, un tel délai ne peut être accordé que lorsque le débiteur rapporte la preuve de difficultés sérieuses et conjoncturelles le mettant dans l'impossibilité d'honorer ses engagements à échéance ;

Attendu qu'en l'espèce, Grégoire DJANGBO et la Société ZIGO STAR SARL ne rapportent aucune preuve de telles difficultés ;

Qu'il convient de rejeter leur demande ;

3- Sur l'exécution provisoire sur minute

Attendu qu'au sens de l'article 597 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, le juge peut assortir une condamnation pécuniaire de l'exécution provisoire à hauteur de la moitié lorsqu'il est justifié d'une urgence ou d'un péril en la demeure ;

Attendu qu'en l'espèce, il est établi un manque de diligences de Grégoire DJANGBO et la Société ZIGO STAR SARL dans le règlement de leur dette ;

Qu'il est à craindre qu'ils usent des voies de recours pour continuer à se soustraire à leur obligation de paiement ;

Que ces constatations caractérisent l'urgence à accorder l'exécution provisoire ;

Mais attendu que l'exécution sur minute n'est ordonnée que lorsqu'il est justifié que le temps nécessaire à l'enregistrement de la décision risque de créer un préjudice irréparable ;

Attendu que la preuve d'un tel risque n'est pas rapportée au dossier ;

Qu'il n'y a donc pas lieu à exécution sur minute ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Rejette les demandes de rétractation de l'ordonnance afin d'injonction de payer n° 009/2019 rendue par le président du tribunal de commerce de Cotonou le 21 janvier 2019 et de délai de grâce formulées par Grégoire DJANGBO et la Société ZIGO STAR SARL ;

- Les condamne à rembourser à Sègbédji Auxence SALANON la somme de vingt millions deux cent cinquante mille (20.250.000) francs CFA représentant le solde du prix de livraison de noix d'anacarde ;

- Ordonne l'exécution provisoire de la moitié de cette condamnation pécuniaire ;

- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne Grégoire DJANGBO et la Société ZIGO STAR SARL aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT